

**PREFECTURE DE LA COTE d'OR**  
**Direction des Relations avec les Collectivités**  
**Locales et de l'Environnement**  
**Bureau de l'Environnement**  
**21041 DIJON Cedex**

**ARRETE PREFECTORAL MODIFICATIF**

-----

S.A. ROCAMAT  
Communes de CHASSAGNE MONTRACHET  
et ST AUBIN

-----

LE PREFET de la Région BOURGOGNE,  
Préfet de la COTE d'OR

- VU le titre 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles L 516.1 et L 515.5,
- VU le Titre IV du Livre III du Code de L'Environnement relatif aux sites,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application des dispositions législatives susvisées, et notamment son article 14,
- VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premiers traitements des matériaux de carrières,
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 décembre 1994 autorisant pour 10 ans, la SA ROCAMAT dont le siège est situé 58 Quai de la Marine, 93450 L'ILE SAINT DENIS, à exploiter une carrière à ciel ouvert de pierre calcaire sur les communes de CHASSAGNE MONTRACHET et ST AUBIN, aux lieux dits "En pimont" et "Les Charmois" parcelles n° 40 à 49, 51 à 97, 99 en partie 106, 113, et 114 section AC, partie des parcelles n° 12 et 13 section C, parcelles n°595 et 596 section B3 sur une superficie de 8 ha 32 a 29 ca,

- VU la demande en date du 28 mars 2002 de la SA ROCAMAT sollicitant une modulation de la distance limite d'exploitation en application de l'article 14.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994,

- VU l'avis et les propositions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Bourgogne en date du 15 mai 2002

- VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières émis lors de la séance en date du 2 juillet 2002

Le pétitionnaire entendu

- SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte-d'Or,

## **ARRETE**

### **Article 1**

L'article 2 - distances d'éloignement- de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 1994 autorisant pour 10 ans, la SA ROCAMAT dont le siège est situé 58 Quai de la Marine, 93450 L'ILE SAINT DENIS, à exploiter une carrière à ciel ouvert de pierre calcaire sur les communes de CHASSAGNE MONTRACHET et ST AUBIN, aux lieux dits "En pimont" et "Les Charmois" parcelles n° 40 à 49, 51 à 97, 99 en partie 106, 113, et 114 section AC, partie des parcelles n° 12 et 13 section C, parcelles n°595 et 596 section B3 sur une superficie de 8 ha 32 a 29 ca, est modifié comme suit :

*L'exploitation du gisement, à son niveau le plus bas, est arrêtée de manière à ménager avec le bord supérieur de la fouille un massif suffisant pour garantir la stabilité des terrains voisins et l'intégrité des constructions et ouvrages extérieurs compte tenu de la hauteur de l'excavation et de la nature des terrains demeurant en place.*

*En tout état de cause, les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m de la limite des surfaces pour lesquelles l'autorisation a été accordée.*

*Cette distance d'éloignement des bords de fouille est supprimée sur partie de la limite mitoyenne avec la carrière exploitée par la SA LARDET sur une longueur d'environ 50 m conformément au plan joint au présent arrêté.*

## **Article 2**

Les autres prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 1994 restent inchangées et demeurent applicables.

## **Article 3 - DELAI ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de DIJON, dans un délai de 2 mois à compter du jour de la notification de la présente décision,

## **Article 4 - PUBLICATION**

Une copie du présent arrêté sera déposée dans les mairies de CHASSAGNE MONTRACHET et ST AUBIN pour y être consultée par toute personne intéressée.

L'arrêté sera affiché pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire.

Un avis doit être inséré, par les soins de M. le Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

## **Article 5 - EXECUTION**

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or,  
- M. le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Beaune,  
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la Région Bourgogne,  
- M. le Maire de CHASSAGNE MONTRACHET,  
- M. le Maire de ST AUBIN,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- Mme la Directrice Départementale de l'Agriculture et de la Forêt  
- M. le Directeur Départemental de l'Equipement  
- M. le Directeur de l'Office National des Forêts  
- M. le Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine  
- Mme la Directrice Régionale de l'Environnement  
- M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles  
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales  
- M. le Président du Conseil Général de la Côte d'Or  
- M. le Directeur des Archives Départementales  
- M. le Directeur Départemental des Services Incendie et Secours  
- M. le Directeur du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile

- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la Région Bourgogne (2 exemplaires)
- M. le Maire de CHASSAGNE MONTRACHET
- M. le Maire de ST AUBIN
- à l'exploitant de la carrière.

FAIT à DIJON, le

**Le Préfet**

**PREFECTURE DE LA COTE d'OR**  
**Direction des Relations avec les Collectivités**  
**Locales et de l'Environnement**  
**Bureau de l'Environnement**  
**21041 DIJON Cedex**

## **ARRETE PREFECTORAL MODIFICATIF**

-----

**S.A. LARDET**  
**Commune de CHASSAGNE MONTRACHET**

-----

**LE PREFET de la Région BOURGOGNE,**  
**Préfet de la COTE d'OR**

- VU le titre 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles L 516.1 et L 515.5,
- VU le Titre IV du Livre III du Code de L'Environnement relatif aux sites,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application des dispositions législatives susvisées, et notamment son article 14,
- VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premiers traitements des matériaux de carrières,
- VU l'arrêté préfectoral en date du 6 octobre 1995 autorisant pour 15 ans, la SA LARDET dont le siège social est situé 10 rue des Carrières, 21190 CHASSAGNE MONTRACHET, à exploiter une carrière à ciel ouvert de pierre calcaire sur la commune de CHASSAGNE MONTRACHET, Lieu dit "La grande Montagne" parcelles n° 12 à 15 en partie section C, parcelles n° 45 à 49, 55 à 59, 61, 62, 64 à 71, 265, 277, 282, 307, 308, 311 section AC sur une superficie de 12 ha 39 a 50 ca
- VU la demande en date du 28 mars 2002 de la SA LARDET sollicitant une modulation de la distance limite d'exploitation en application de l'article 14.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994,

- VU l'avis et les propositions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Bourgogne en date du 15 mai 2002

- VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières émis lors de la séance en date du 2 juillet 2002

Le pétitionnaire entendu

- SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte-d'Or,

## **ARRETE**

### **Article 1**

L'article 11.4 - distances d'éloignement - de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 1995 autorisant pour 15 ans, la SA LARDET dont le siège est situé 10 rue des Carrières, 21190 CHASSAGNE MONTRACHET, à exploiter une carrière à ciel ouvert de pierre calcaire sur la commune de CHASSAGNE MONTRACHET, Lieu dit "La grande Montagne" parcelles n° 12 à 15 en partie section C, parcelles n° 45 à 49, 55 à 59, 61, 62, 64 à 71, 265, 277, 282, 307, 308, 311 section AC sur une superficie de 12 ha 39 a 50 ca, est modifié comme suit :

*L'exploitation du gisement, à son niveau le plus bas, est arrêtée de manière à ménager avec le bord supérieur de la fouille un massif suffisant pour garantir la stabilité des terrains voisins et l'intégrité des constructions et ouvrages extérieurs compte tenu de la hauteur de l'excavation et de la nature des terrains demeurant en place.*

*En tout état de cause, les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m de la limite des surfaces pour lesquelles l'autorisation a été accordée.*

*Cette distance d'éloignement des bords de fouille est supprimée sur partie de la limite mitoyenne avec la carrière exploitée par la SA ROCAMAT sur une longueur d'environ 50 m conformément au plan joint au présent arrêté.*

### **Article 2**

Les autres prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 1995 restent inchangées et demeurent applicables.

### **Article 3 - DELAI ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de DIJON, dans un délai de 2 mois à compter du jour de la notification de la présente décision,

### **Article 4 - PUBLICATION**

Une copie du présent arrêté sera déposée dans la mairie de CHASSAGNE MONTRACHET pour y être consultée par toute personne intéressée.

L'arrêté sera affiché pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire.

Un avis doit être inséré, par les soins de M. le Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

### **Article 5 - EXECUTION**

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or,  
- M. le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Beaune,  
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la Région Bourgogne,  
- M. le Maire de CHASSAGNE MONTRACHET,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- Mme. la Directrice Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
- M. le Directeur Départemental de l'Equipement
- M. le Directeur de l'Office National des Forêts
- M. le Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine
- Mme. la Directrice Régionale de l'Environnement
- M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- M. le Président du Conseil Général de la Côte d'Or
- M. le Directeur des Archives Départementales
- M. le Directeur Départemental des Services Incendie et Secours
- M. le Directeur du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la Région Bourgogne (2 exemplaires)
- M. le Maire de CHASSAGNE MONTRACHET,
- à l'exploitant de la carrière.

FAIT à DIJON, le

**Le Préfet**